

Repenser l'école à Bruxelles

Olivier Willocx

Administrateur délégué
de BECI – Chambre de
Commerce et Union des
Entreprises de Bruxelles

► Des solutions existent pour offrir aux jeunes une école performante. Avec une approche globale.

Saviez-vous que le PIB de la Région bruxelloise – 70 milliards d'euros – compte pour 20% du total belge, presque autant que la Wallonie? Saviez-vous que ce chiffre fait de Bruxelles la 3^e région d'Europe en termes de PIB par habitant (alors que la Flandre est 58^e et la Wallonie 176^e)? Saviez-vous que le taux de création d'entreprises (11,7%) y est plus élevé que partout ailleurs en Belgique (8,7% en moyenne)? Que Bruxelles compte 700 000 emplois, indépendants compris? Bref, saviez-vous que Bruxelles est une région dynamique et riche?

Non? Peut-être est-ce parce que la richesse et l'emploi créés à Bruxelles profitent trop peu aux Bruxellois. En effet, ces emplois sont occupés pour moitié par des navetteurs, flamands ou wallons – ce qui peut être vu positivement: Bruxelles contribue à la prospérité générale. En corollaire, le taux d'emploi bruxellois stagne à 53,8% contre 61,9% en moyenne belge. Le nombre de demandeurs d'emploi dépasse les 20%. Pire: 30% chez les jeunes. Vous avez bien lu: un tiers de jeunes sans emploi dans une des villes les plus dynamiques d'Europe.

Comment est-ce possible? Parce que le développement économique bruxellois est fortement axé "services" et réclame des qualifications correspondantes, y compris le bilinguisme, voire le trilinguisme. Quant à l'emploi industriel – qui a fondu de 60% en quinze ans à Bruxelles –, il réclame des compétences techniques élevées. Hélas! ou tant mieux, l'emploi peu qualifié est en voie de disparition dans une économie de la connaissance comme la nôtre: à Bruxelles, il ne représente pas plus de 8%. Telle est la réalité.

En regard de ces chiffres, ceux de l'enseignement semblent discordants. Les jeunes Bruxellois sont à la fois qualifiés – ils sont 42% à détenir un diplôme d'études supérieures, contre 35% en moyenne nationale – et sous-qualifiés: parmi les demandeurs d'emploi, 65% n'ont même pas achevé l'enseignement secondaire. Le retard scolaire à 18 ans est en moyenne d'une année par rapport à la Flandre.

Les enquêtes PISA nous confirment que l'enseignement de la Communauté française (80% des élèves bruxellois) est sous-performant: 492 points, sous la moyenne de l'OCDE (497) et loin de la Flandre (522).

Mais surtout, 19% des jeunes Bruxellois de 18 à 24 ans, dépourvus de diplôme secondaire, ne suivent plus aucune formation. Un jeune sur cinq est "hors circuit", contre 14,7% en Wallonie et 12,3% en Flandre (chiffres 2011).

A cette problématique de l'échec et du décrochage se surimpose le défi démographique: la population scolaire bruxelloise devrait croître de 42 500 élèves en dix ans, sur la période 2010-2020. Pour y répondre, il faudrait construire une école par mois de calendrier scolaire – on est loin du compte! Tout ceci devrait nous inciter à forcer la mise en œuvre d'un plan d'action d'urgence – une alliance emploi-enseignement. Les enjeux sont multiples: il faut créer des places; il faut enrayer un système inefficace, producteur de futurs demandeurs d'emploi; pour résorber le chômage actuel, il faut aussi aider ceux qui ont décroché à se former – c'est ici qu'agissent principalement Bruxelles Formation et d'autres acteurs importants, dont l'EPFC en promotion sociale. Enfin, il faut évaluer la pertinence des formations délivrées: alors que les entreprises pleurent pour disposer de technico-commerciaux, on nous propose des employés de bureau. Employés de bureau? A l'heure d'Internet et du télétravail, où chaque membre du personnel apprend à s'autonomiser et à assumer de plus en plus de responsabilités par lui-même? Pour quoi faire? Pour travailler où? Cessons de sacrifier des générations de jeunes!

On touche pourtant aux limites de ce que peuvent faire, seuls, les opérateurs publics. Les entreprises de leur côté, sans que ce soit leur rôle, forment chaque année plus de 235 000 personnes, soit 23 fois plus (chiffre non corrigé de l'effet de siège) qu'un Bruxelles-Formation, certes, au contrat de gestion ambitieux et aux dirigeants renouvelés. Sur base des chiffres de la centrale des bilans, cela représente un budget de 360 millions d'euros pour un total de 6,5 millions d'heures de formation.

Pourquoi ne pas mettre ces efforts davantage en valeur par une certification académique, à défaut d'être légale? Face à ces problématiques multiples, une approche globale doit certainement être développée afin d'éviter un travail en silos, décon-

nnectés les uns des autres et sans véritable effet de levier. Les deux Communautés sont concernées. Selon les méthodes utilisées, Bruxelles compte désormais au moins un tiers de citoyens qui ne sont ni francophones ni néerlandophones. Cessons de répartir les jeunes dans un système linguistique binaire qui ne correspond plus à la réalité bruxelloise. C'est un message que peuvent adresser les entreprises pour ramener les politiques à la raison.

Une fois sortis du poto-poto institutionnel, en ce compris sa tradition décrétable insensée, revenons-en à l'école. Des solutions existent pour offrir aux jeunes une école performante, au sens social du terme, et pas uniquement économique – ce que d'aucuns nous reprochent parfois.

McKinsey, observateur attentif des systèmes d'enseignement dans le monde entier, nous rappelle quelques éléments de bon sens: autonomiser les écoles, responsabiliser leurs directions, valoriser les enseignants, travailler pour l'élève. Les résultats sont là. Des pays, des régions, ont amélioré de manière rapide et significative les performances de leur enseignement: le Chili, Hong Kong, la Lettonie ou, plus près de nous, la Saxe en

Allemagne.

Même si toute comparaison n'est pas raison, on observe de manière systématique trois éléments déclencheurs de changement : une crise économique ou politique (nous y sommes), un rapport critique (nous avons les enquêtes PISA), mais surtout

la mise en place d'un vrai leadership technique et politique dans la durée (lisez : pas un changement de cap à chaque législature, au gré du vent). A Bruxelles, les entreprises demandent du changement et sont prêtes à y contribuer. Vite...

“Le développement économique bruxellois est fortement axé “services” et réclame des qualifications correspondantes.”